

Avis adopté

Séance plénière du 13 janvier 2026

« Anticiper et prévenir les risques liés au *changement climatique* pour les infrastructures »

Déclaration du groupe CGT

Les infrastructures d'eau et d'assainissement, d'énergie, de transports, de télécommunications, du numérique sont essentielles pour répondre aux besoins des populations et permettre le développement des différentes activités humaines et économiques. Beaucoup de ces réseaux sont anciens, parfois très vétustes.

Depuis plus de 20 ans, de nombreuses études et rapports de diverses institutions ont montré et dénoncé le sous-investissement dans la maintenance des infrastructures tant que leur usage était assuré.

L'ouverture à la concurrence et la privatisation des services publics opérateurs et gestionnaires des infrastructures ont aggravé ces dérives, c'est pourquoi la CGT est très réservée quant à la perspective de partenariats public/privé. Les pannes et ruptures se multiplient, les risques pour la sécurité des personnes et des biens augmentent, la qualité du service rendu est mise à mal en métropole et encore plus dans les territoires ultra-marins.

La mise à niveau des infrastructures, leur renouvellement pour répondre au vieillissement et à la vétusté, leur déploiement pour répondre à l'évolution des besoins n'ont pas été suffisamment anticipés. Les changements climatiques et environnementaux augmentent fortement la pression sur ces infrastructures fragilisées. Certes la prise de conscience avance mais elle n'est pas suffisante face à l'ampleur du chantier.

Les investissements nécessaires sont considérables dès maintenant et à inscrire dans la durée pour atteindre les objectifs d'atténuation et d'adaptation et assurer les réponses aux besoins sur l'ensemble des territoires.

Nous partageons la démarche : anticiper – connaître les infrastructures et recenser les besoins – identifier les risques – construire une stratégie et une programmation pluriannuelle des investissements – assurer le financement.

Ceci ne pourra pas se faire sans un engagement fort de l'Etat et la rupture avec ses politiques de désinvestissement financier, de casse de ses missions et expertises.

Ce projet d'avis est riche, nous partageons les constats, l'analyse et l'essentiel des propositions.

Nous avons voté pour cet avis.